**ARRETE PORTANT RECONSTITUTION DE CARRIERE**

**De Monsieur *(ou Madame) …***

***Les mentions en italiques constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de l’arrêté. Ils doivent être supprimés de l’arrêté définitif.***

Le Maire (*ou le Président*) de ...

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

***Le cas échéant, si agent à temps non complet :*** *Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions dans des emplois permanents à temps non complet ;*

Vu le décret n° … du … portant statut particulier du cadre d’emplois des … ;

Vu le décret n° … du … portant échelonnement indiciaire applicable au cadre d’emplois des …,

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics,

*(****Le cas échéant :*** *Vu la délibération en date du …. autorisant le rappel de traitement pour la période prescrite par la déchéance quadriennale,*

***Pour rappel*** : *la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 précitée autorise, par dérogation, une collectivité à s’acquitter de sa dette pour les années antérieures à la date à laquelle la prescription quadriennale s’applique, en raison de circonstances particulières et notamment de la situation du créancier, ceci sous réserve que cette renonciation à la déchéance des dettes de la collectivité ait fait l’objet d’une décision de l’organe délibérant, motivée et approuvée par le Représentant de l’Etat).*

Vu l’arrêté en date du …, portant *(avancement, promotion, reclassement, nomination, intégration, etc...)* de Monsieur *(ou Madame) …, …*

***(Viser tous les arrêtés qui doivent être retirés)***

*(****Pour rappel :*** *le retrait d’un acte administratif unilatéral entraine sa disparition ou suppression rétroactive comme s’il n’avait jamais existé).*

***Préciser le motif qui implique la reconstitution de carrière, exemple :***

*Considérant que Monsieur (ou Madame) … n’a pas bénéficié, lors de sa nomination stagiaire en date du …, de la reprise de la durée de ses services de droit public (de droit privé, ou de ses services militaires ou civiques),*

***Ou***

*Considérant que, parvenu au ...ème échelon de son grade, Monsieur (ou Madame) … n'a pas bénéficié de l’avancement d'échelon à l'ancienneté maximale (ou à la cadence unique) dont le caractère est pourtant obligatoire à compter du …*

***Ou***

*Considérant qu'à partir du..., Monsieur (ou Madame) … n'a pas bénéficié, comme il (ou elle) en avait le droit, des modifications successivement apportées à son grade (ou cadres d’emplois …) par le décret n° …,*

***Ou***

*Considérant le jugement du Tribunal Administratif de … prononçant l’annulation de l’arrêté …*

Considérant qu'il convient de procéder à la régularisation de la carrière de l’intéressé*(e).*

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

La situation de Monsieur *(ou Madame)* … est révisée de la manière suivante :

* A compter du …, Monsieur *(ou Madame)* … est … *(promu, reclassé, nommé, intégré etc…),* au … échelon de son grade, Indice Brut …, Indice Majoré …,
* A compter du …, Monsieur *(ou Madame)* … est … *(promu, reclassé, nommé, intégré etc…),* au … échelon de son grade, Indice Brut …, Indice Majoré …,
* A compter du …, Monsieur *(ou Madame)* … est … *(promu, reclassé, nommé, intégré etc…),* au … échelon de son grade, Indice Brut …, Indice Majoré …,
* ***Etc…***

**Article 2 :**

*(Le cas échéant)* Monsieur *(ou Madame)* … bénéficiera du rappel de traitement correspondant à sa nouvelle situation pour la période du … à ce jour, sur la base des indices suivants :

* Indice Brut …, Indice Majoré …, du … au …,
* Indice Brut …, Indice Majoré …, du … au …,
* Indice Brut …, Indice Majoré …, du … au …,
* ***Etc…***

**Article 7 :**

Le Directeur Général des Services *(ou le Maire, la secrétaire de mairie, le Directeur…)* est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur *(ou Madame)*...

**Article 8 :**

Le Maire *(ou le Président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif d’Amiens dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.

**Article 9**:

Ampliation du présent arrêté sera transmise au Préfet, au Président du Centre de Gestion de l’Oise et au comptable de la collectivité.

Notifié à l'agent le : Fait à ..., le ...

(date et signature) Le Maire *(ou le Président)*,